

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 125  
N° 5

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15  
no Mati 1976

| Cours<br>Franc Pacifique | Polynésie<br>française | France et territoires français<br>d'outre-mer |               | Etranger      |               | Annonces et avis :   |
|--------------------------|------------------------|---|---------------|---------------|---------------|--|
|                          |                        | Voie maritime                                 | Voie aérienne | Voie maritime | Voie aérienne |  |
| Prix d'un exemplaire     | 25                     | 30  | 35            | 35            | 40            | Annonces judiciaires, commerciales et<br>annonces diverses : la ligne . . . . . 50 fr.   |
| Abonnement : trois mois  | 150                    | 180   | 500           | 210           | 550           | Les mêmes renouvelées : la ligne . . . . . 20 fr.  |
| six mois                 | 300                    | 360   | 1.000         | 420           | 1.050         | Publications de sociétés philanthropiques,<br>littéraires, scientifiques, sportives, coop-<br>ératives, syndicales, etc . . . : la ligne. 30 fr. |
| un an                    | 600                    | 720   | 2.000         | 840           | 2.050         |  |

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 1139  
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

##### Actes du Pouvoir Central

##### Textes officiels publiés à titre d'information

|   | Pages |
|---|-------|
| 1975 24 juin Décret portant francisation de noms et pré-noms. (Extraits). . . . .   | 182   |
| <b>Actes du Gouvernement Local</b>  |       |
| 1976 16 fév. Décision n° 795 AC.DIR/INFRA ordonnant le versement à la caisse des dépôts et consignations des indemnités d'expropriation des parcelles de terrain nécessaires à la construction de l'aérodrome de Takapoto (archipel des Tuamotu-Gambier). . . . . | 182   |
| 18 fév. Arrêté n° 835 AC.DIR/INFRA déclarant d'utilité publique les travaux de construction de l'aérodrome de Makemo (archipel des Tuamotu) et cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à la construction. . . . .                              | 183   |
| 18 fév. Arrêté n° 842 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels, perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1975. . . . .   | 184   |
| 25 fév. Arrêté n° 1010 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit du Pupu Here Ai'a Te Nunaa Ia Ora. . . . .  | 185   |

|   |     |
|---|-----|
| 25 fév. Décision n° 1013 AE portant agrément de la société en nom collectif "Lasserre et Cie." dénommée "Résidence Maruapo" au code des investissements de la Polynésie française. . . . .                | 186 |
| 25 fév. Arrêté n° 1015 FT portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget local ordinaire de l'exercice 1976. . . . .   | 186 |
| 26 fév. Arrêté n° 1016 AC.DIR/INFRA ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique de la création d'un aérodrome dans l'île de Napuka (archipel des Tuamotu). . . . . | 193 |
| 26 fév. Arrêté n° 1017 AC.DIR/INFRA ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à la construction de l'aérodrome de Napuka (archipel des Tuamotu). . . . .       | 193 |
| 26 fév. Arrêté n° 1049 CD accordant l'admission en non-valeurs des cotes irrécouvrables inscrites sur les rôles de l'exercice 1972, de la perception de Tahiti. . . . .                                   | 195 |
| 26 fév. Arrêté n° 1051 IDV ordonnant la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires aux travaux d'aménagement de la basse-vallée de la Punaruu dans la commune de Punaauia. . . . .       | 195 |
| 27 fév. Arrêté n° 1082 AE portant fixation du tarif des frais de manutention à Papeete pour compter du 1er mars 1976. . . . .   | 196 |
| 1er mars Arrêté n° 1100 AE portant réglementation des prix de la viande bovine locale à Tahiti et Moorea. . . . .   | 198 |

- Modificatif n° 1000 FT du 25 février 1976 à la décision n° 6125 FT du 26 décembre 1975 accordant une subvention au syndicat central de l'hydraulique. . . . . 198
- Rectificatif n° 1001 TP du 25 février 1976 de l'arrêté n° 297 TP du 21 janvier 1976 réservant l'accès de la zone de travaux concernant la retenue hydro-électrique de Papeete. . . . . 198

## ACTES MUNICIPAUX

### Commune de Papeete

- 1976 9 fév. Arrêté municipal n° 5-76 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules de transport public en commun de personnes ("trucks", bus, mini-bus etc...) dans la commune de Papeete. . . . . 199

### Commune de Faaa

- 1976 29 janv. Arrêté municipal n° 1-76 interdisant la pratique du "roll-surf" (ou skate-board) dans les rues, places publiques et aires de stationnement dans la commune de Faaa. . . . . 199

### Avis officiels

#### Service des affaires économiques :

- 1°) Indice du coût de la vie au 1er mars 1976. . . . . 200
- 2°) Prix des matériaux de construction constatés par la commission d'officialisation des prix industriels du 4e trimestre 1975. . . . . 200

#### Enquêtes de commodo et incommodo de :

- Mme Noma Wong (Raiatea). . . . . 200
- Mlle Juanita Amaru (Tahaa). . . . . 200
- M. Mauati Moeava (Hao). . . . . 201
- M. Siu Georges (Punaauia). . . . . 201
- M. Stiehr Michel (Moorea). . . . . 201
- M. Bodo Ange (Arue). . . . . 201
- M. Estall Jean-Claude (Pamatai). . . . . 202
- M. Brotherson Richard (Punaauia). . . . . 202
- M. Apuarii André Marie. . . . . 202

## PARTIE NON OFFICIELLE

- Annonces judiciaires. . . . . 202
- Annonces diverses. . . . . 204

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

DECRET du 24 juin 1975 portant francisation de noms et prénoms (J.O.R.F. du 29 juin 1975).

Loi n° 72-964 du 25 octobre 1972 modifiée par la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973.

### Article 1er.

Les personnes ci-après devenues françaises par déclaration, en raison de la naissance et de la résidence en France ou qui se font reconnaître la nationalité française, sont autorisées, sous réserve des dispositions de la loi n° 72-964 du 25 octobre 1972 modifiée par la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 à s'appeler légalement :

Le Foc Yves au lieu de Ly Foc Kui Young, né le 4 mars 1952 à Maroe Huahine (Polynésie française).

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DECISION n° 795 AC.DIR/INFRA du 16 février 1976 ordonnant le versement à la caisse des dépôts et consignations des indemnités d'expropriation des parcelles de terrain nécessaires à la construction de l'aérodrome de Takapoto (Archipel des Tuamotu-Gambier).

Le Gouverneur de la Polynésie française,  
 Chef du territoire,  
 Officier de la Légion d'Honneur,  
 Médaillé militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'arrêté n° 867 AC.DIR/INFRA du 9 mars 1973 ordonnant l'enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'aérodrome de Takapoto (Archipel des Tuamotu-Gambier) ;

Vu l'arrêté n° 2241 AC.DIR/INFRA du 4 juillet 1973 déclarant d'utilité publique ces mêmes travaux ;

Vu l'arrêté n° 946 AC.DIR/INFRA du 15 mars 1973 ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à la création de l'aérodrome de Takapoto ;

Vu l'arrêté n° 3831 AC.DIR/INFRA du 3 octobre 1973 déclarant cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à la construction de l'aérodrome de Takapoto ;

Vu l'ordonnance d'expropriation n° 1213 du 26 octobre 1973 ;

Vu la décision de la commission arbitrale en date du 3 juillet 1975 ;

Vu l'ordonnance de consignation de M. le président de la commission arbitrale en date également du 3 juillet 1975 des indemnités d'expropriation à la caisse des dépôts et consignations, ensemble avec la décision de la commission arbitrale susvisée, laquelle décision a été déclarée exécutoire ;

Attendu que les propriétaires apparents des parcelles expropriées, répertoriées au cadastre sous n° 164, 165, 166, 167, 173, 174, 178, 183 n'ont pu produire de justifications ni de titres de propriété réguliers ;

Attendu que dans ces conditions et conformément aux dispositions de l'article 46, alinéa 8 du décret du 5 novembre 1936, il y a lieu de verser à la caisse des dépôts et consignations le montant des indemnités dues par l'Etat aux propriétaires expropriés,

Décide :

Article 1er.— Les indemnités d'expropriation énumérées

au tableau ci-dessous, visées par la décision en date du 3 juillet 1975 de la commission arbitrale d'évaluation et concernant les parcelles de terre n° 164, 165, 166, 167, 173, 174, 178, 183 nécessaires aux travaux de construction de l'aérodrome de Takapoto déclarées d'utilité publique par arrêté n° 2241 AC.DIR/INFRA du 4 juillet 1973 et pour lesquelles il n'a pas été produit de justifications ni de titres de propriété réguliers, seront consignées à la caisse des dépôts et consignations conformément aux dispositions de l'article 46, alinéa 8, du décret du 5 novembre 1936 susvisé, savoir :

| N° du plan parcellaire et nom de la terre | Surface de la parcelle à acquérir (m2) | Noms des co-propriétaires tels qu'ils ont été relevés aux documents fonciers  | Montant des indemnités à consigner |
|---|--|---|------------------------------------|
| 164 Tegahae                               | 10.684                                 | Héritiers ou ayants-droit de Marama a Maruake   | 267.100                            |
| 165 Teumukuriri                           | 3.915                                  | Société Raoulx & Fils   | 97.875                             |
| 166 Teroma                                | 28.141                                 | Héritiers ou ayants-droit de Tepori a Turana  | 703.525                            |
| 167 Temukuriri                            | 1.300                                  | Tihoni Timi, Taputira Ria Timi, Pangihau Timi, Taroa Timi, Henriette Faimano Tokoragi, Marie-Jeanne Snow, Anne Snow, Euphémie Snow, Agnès Snow, Ioane Snow, Pierette Snow, Victoire Snow, Edouard Snow, Alain Snow, Pétronille Snow, Christian Snow, Daniel Snow. | 32.500                             |
| 173 Papatuaiva                            | 5.740                                  | Héritiers ou ayants-droit de Maui a Tane  | 143.500                            |
| 174 Terite-Papatuaiva                     | 19.158                                 | Mme Tutea Mahea a Ori, Mme Ara Tekora a Ori, Mme Taurua a Ori   | 478.950                            |
| 178 Papagaha                              | 4.186                                  | Mme Tepehu Rea a Tu   | 104.650                            |
| 183 Papagaha                              | 3.771                                  | Héritiers ou ayants-droit de Taihaga a Teahi  | 94.275                             |

Art. 2.— Ces indemnités seront versées aux propriétaires de chacune des parcelles, dès qu'ils justifieront de leurs droits.

Papeete, le 16 février 1976.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

M. VALY.

ARRETE n° 835 AC.DIR/INFRA du 18 février 1976 déclarant d'utilité publique les travaux de construction de l'aérodrome de Makemo (archipel des Tuamotu) et cessibles immédiatement les parcelles de terres nécessaires à la construction.

Le Gouverneur de la Polynésie française,  
 Chef du territoire,  
 Officier de la Légion d'Honneur,  
 Médaillé militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 5102 AC.DIR/INFRA du 30 octobre 1975 ordonnant l'enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'aérodrome de Makemo (archipel des Tuamotu) ;

Vu l'arrêté n° 5103 AC.DIR/INFRA du 30 octobre 1975 ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à leur exécution ;

Vu les pièces constitutives des dossiers des enquêtes précitées ;

Considérant qu'aucune déclaration contraire à l'adoption du projet n'a été enregistrée ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 18 février 1976,

## Arrête :

Article 1er.— Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de l'aérodrome de Makemo (archipel des Tuamotu) et, à cet effet, les acquisitions immobilières nécessaires à la réalisation des travaux.

Art. 2.— Les acquisitions immobilières à réaliser par voie d'expropriation en vue de la réalisation des travaux visés par le présent arrêté devront être effectuées dans un délai de 5 ans à compter de ce jour.

Art. 3.— Sont déclarées cessibles immédiatement conformément aux plans parcellaires ci-dessus visés, les parcelles de terres sises dans la commune de Makemo (archipel des Tuamotu) et nécessaires aux travaux de construction de l'aérodrome de Makemo telles que ces parcelles sont désignées au tableau ci-après :

| Référence cadastrale et désignation des terres | Superficie à acquérir | Noms des propriétaires tels qu'ils ont été relevés aux documents fonciers   |
|--|-----------------------|---|
| Ohavana  | 51 a 31 ca            | Succession Gakehu a Tuao  |
| Tekofai 2                                      | 4 ha 65 a 59 ca       | Succession Tupana a Teuataha  |
| Tekotaha 2                                     | 76 a 00 ca            | Succession Iotepha Pahoa a Maifano  |
| Tekotaha 1                                     | 2 ha 42 a 86 ca       | Succession Tevahine Ra a Toreahu a Kaunuku                                  |
| Romi Romi                                      | 2 ha 17 a 18 ca       | Succession Anetere Tarahia a Tokehero<br>Succession Hahaera Muna a Tokehero |
| Oragaia  | 1 ha 52 a 46 ca       | Succession Terupe Tematu<br>Succession Heiago Putake                        |
| Tekofai 1                                      | 92 a 29 ca            | Succession Rui Taupiri a Maifano<br>Succession Takopo a Maifano             |

Art. 4.— Le directeur de l'aviation civile, le chef du service des travaux publics, des mines, de l'infrastructure et de l'aménagement, le chef du service des domaines et le maire de la commune de Makemo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 février 1976.

Charles SCHMITT.

ARRETE n° 842 CD du 18 février 1976 rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels, perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1975.

Le Gouverneur de la Polynésie française,  
Chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Médaille militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 702 AA du 12 février 1975 rendant exécutoire la délibération n° 75-26 du 25 janvier 1975 de l'assemblée territoriale arrêtant le budget territorial pour l'exercice 1975 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 18 février 1976,

## Arrête :

Article 1er.— Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous, perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1975, et s'élevant à la somme totale de : deux cent soixante-sept mille quarante-quatre francs (267.044.—), savoir :

## PERCEPTION DE RIKITEA (GAMBIER) :

## Rôle n° 59 — Exercice 1975

|                         |          |
|-------------------------|----------|
| Taxe sur les spectacles | 15.150 » |
| Total de la perception. | 15.150 » |

## PERCEPTION DE TUBUAI (ILES AUSTRALES)

## Rôle N° 60 — Exercice 1975

|  |           |
|--|-----------|
| Patentes   | 63.018 »  |
| Licences   | 108.250 » |
| Centimes additionnels C. de Commerce.              | 25.695 »  |
| Taxe d'entraide sociale                            | 11.000 »  |
| Taxe d'apprentissage                               | 4.800 »   |
| Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers. | 35.000 »  |
| Propriétés bâties                                  | 4.131 »   |
| Total de la perception                             | 251.894 » |

TOTAL GENERAL. 267.044 »

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 28 février 1976.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete le 18 février 1976.

Charles SCHMITT.

ARRETE n° 1010 AA du 25 février 1976 autorisant l'organisation d'une tombola au profit du Pupu Here Ai'a Te Nunaa Ia Ora.

Le Gouverneur de la Polynésie française,  
 Chef du territoire,  
 Officier de la Légion d'Honneur,  
 Médaillé militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-84 du 9 juillet 1964 de l'assemblée territoriale portant réglementation des loteries, rendue exécutoire par arrêté n° 1791 AA du 19 août 1964 ;

Vu la demande en date du 11 février 1976 de Mme Ida Bordes, présidente du Pupu Here Ai'a Te Nunaa Ia Ora ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 25 février 1976,

Arrête :

Article 1er.— Mme Ida Bordes, présidente du Pupu Here Ai'a Te Nunaa Ia Ora, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 10.000.000 francs composé de 100.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 9 mai 1976 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres de l'association sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots. Par ailleurs, tout vendeur d'un carnet de 10 billets aura droit à un billet gratuit.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

\*Art. 4.— Les lots seront les suivants :

|         |           |     |
|---------|-----------|-----|
| 1er lot | 2.000.000 | frs |
| 2e lot  | 1.000.000 | frs |
| 3e lot  | 500.000   | frs |
| 4e lot  | 200.000   | frs |
| 5e lot  | 100.000   | frs |
| 6e lot  | 100.000   | frs |
| 7e lot  | 100.000   | frs |

Art. 5.— Le contrôle de la tombola sera assuré par une commission composée de :

|   |           |
|---|-----------|
| M. le chef du service des affaires administratives              | Président |
| M. le président de l'assemblée territoriale ou son représentant | Membre    |
| M. le trésorier-payeur général                                  | »         |
| M. le président de l'association organisatrice                  | »         |

Art. 6.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 5 avant toute émission. A cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;
- l'obligation pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre) ;
- le montant de la prime allouée aux vendeurs de billets.

Les billets, dont le prix ne pourra en aucun cas être majoré, ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Au fur et à mesure de la vente des billets, les fonds ainsi recueillis seront immédiatement versés à la caisse de M. le trésorier-payeur général.

Art. 7.— Le tirage aura lieu en une seule fois. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée.

Les résultats du tirage devront être obligatoirement publiés au J.O.P.F. et affichés dans les bureaux des communes.

Art. 8.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social.

Art. 9.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor, avant le tirage des lots, ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 5.

Si, dans un délai de trois mois après la date du tirage de la tombola, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 10.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants ainsi que le procès-

verbal du tirage et le compte-rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéficiaires ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 11.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 février 1976.

Charles SCHMITT.

DECISION n° 1013 AE du 25 février 1976 portant agrément de la société en nom collectif "Lasserre et Cie" dénommée "Résidence Maruapo" au code des investissements de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française,

Chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Médaille militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 71-27 du 18 février 1971 portant code des investissements ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par la société "Lasserre et Cie" ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 25 février 1976,

Décide :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 71-27 du 18 février 1971 est accordé au titre de l'article 2, paragraphe C de ladite délibération à la société "Lasserre et Cie" pour son projet de construction et d'exploitation d'un ensemble immobilier, style motel, à vocation touristique, dénommé "Résidence Maruapo" sis à Punaauia.

Art. 2.— La société "Lasserre et Cie" bénéficiera du régime d'exonérations prévu :

- à l'article 17, soit l'exemption des droits d'enregistrement pour constitution de société et les augmentations de capital ultérieures ;

- à l'article 22, soit l'affranchissement de la contribution des patentes pendant l'année de la mise en marche effective des installations et les cinq années suivantes ;

- à l'article 24, soit l'exemption de l'impôt foncier bâti pendant cinq ans et la réduction de 50 % de cet impôt de la sixième à la dixième année incluse suivant celle de l'achèvement des travaux ;

- à l'article 25, soit l'affranchissement pendant cinq ans à compter de la mise en marche effective des installations de l'impôt sur les transactions, puis la réduction de 50 % de cet impôt de la sixième à la huitième année incluse.

Art. 3.— La société "Lasserre et Cie" pourra prétendre au bénéfice de la prime d'équipement au taux de 5 %, selon les dispositions de l'article 34 du code des investissements.

Art. 4.— L'octroi des exonérations et des avantages ci-dessus à la société "Lasserre et Cie" est subordonné à la modification des plans de la résidence Maruapo dans le sens indiqué par l'office de développement du tourisme et à la confirmation du concours financier apporté par la société de crédit et de développement de l'Océanie (So-crédo).

Art. 5.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation de la commission d'agrément au code des investissements.

Art. 6.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 25 février 1976.

Charles SCHMITT.

ARRETE n° 1015 FT du 25 février 1976 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget local ordinaire de l'exercice 1976.

Le Gouverneur de la Polynésie française,

Chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Médaille militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, notamment en son article 55 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Attendu que le budget 1976 ne pourra être rendu exécutoire avant le 1er avril 1976 ;

Le conseil de gouvernement entendu le 25 février 1976,

Arrête :

Article 1er.— Les crédits provisoires ci-après sont ouverts au budget local ordinaire, exercice 1976, au titre du mois d'avril 1976 :

| Titre | Section | Chap.   | Art.      | Désignation   | Montant par article | Montant par chapitre |  |
|-------|---------|---|-----------|---|---------------------|----------------------|--|
| I     | I       | 1   | 1         | Dette publique . . . . .  | 24.282.000          | 24.282.000           |  |
|       |         | 2   | 1         | Pensions et allocations viagères . . . . .                            | 372.000             |                      |  |
|       |         |   | 2         | Retraites fonctionnaires cadres locaux . . . . .                      | 62.000              | 434.000              |  |
| II    | II      | <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES</b>                |           |   |                     |                      |  |
|       |         | <b>Représentation parlementaire et assemblée territoriale</b> |           |   |                     |                      |  |
|       |         | 3   | Personnel |   |                     |                      |  |
|       |         |   | 1         | Représentation Sénat Assemblée Nationale Conseil Economique . . . . . | 30.000              |                      |  |
|       |         |   | 2         | Conseillers territoriaux . . . . .                                    | 4.502.000           |                      |  |
|       |         |   | 3         | Secrétariat particulier présidence . . . . .                          | 140.000             |                      |  |
|       |         |   | 4         | Secrétariat général de l'assemblée territoriale . . . . .             | 958.000             | 5.630.000            |  |
|       |         | 4   | Matériel  |   |                     |                      |  |
|       |         |   | 3         | Secrétariat particulier présidence . . . . .                          | 91.000              |                      |  |
|       |         |   | 4         | Secrétariat général de l'assemblée territoriale . . . . .             | 869.000             | 960.000              |  |
| III   | III     | <b>Conseil de gouvernement</b>                                |           |   |                     |                      |  |
|       |         | 5   | Personnel |   |                     |                      |  |
|       |         |   | 2         | Membres du conseil de gouvernement . . . . .                          | 1.082.000           |                      |  |
|       |         |   | 3         | Secrétariat du conseil de gouvernement . . . . .                      | 236.000             |                      |  |
|       |         |   | 4         | Service des archives . . . . .  | 250.000             |                      |  |
|       |         |   | 5         | Délégation du territoire à Paris . . . . .                            | 340.000             |                      |  |
|       |         |   | 6         | Service des relations avec les archipels . . . . .                    | 71.000              | 1.979.000            |  |
|       |         | 6   | Matériel  |   |                     |                      |  |
|       |         |   | 1         | Présidence conseil gouvernement . . . . .                             | 62.000              |                      |  |
|       |         |   | 2         | Membres du conseil gouvernement . . . . .                             | 16.000              |                      |  |
|       |         |   | 3         | Secrétariat du conseil de gouvernement . . . . .                      | 231.000             |                      |  |
|       |         |   | 4         | Service des archives . . . . .  | 15.000              |                      |  |
|       |         |   | 5         | Délégation du territoire à Paris . . . . .                            | 50.000              |                      |  |
|       |         |   | 6         | Service des relations avec les archipels . . . . .                    | 13.000              | 387.000              |  |
| IV    | IV      | <b>Service d'administration générale</b>                      |           |   |                     |                      |  |
|       |         | 7   | Personnel |   |                     |                      |  |
|       |         |   | 1         | Service de la fonction publique territoriale . . . . .                | 90.000              |                      |  |
|       |         |   | 2         | Etat civil et fichier généalogique . . . . .                          | 689.000             |                      |  |
|       |         |   | 3         | Etablissements pénitentiaires . . . . .                               | 3.625.000           |                      |  |
|       |         |   | 5         | Bureau du courrier . . . . .  | 10.000              |                      |  |
|       |         |   | 6         | Service des affaires administratives territoriales . . . . .          | 342.000             | 4.756.000            |  |
|       |         | 8   | Matériel  |   |                     |                      |  |
|       |         |   | 1         | Service de la fonction publique territoriale . . . . .                | 17.000              |                      |  |
|       |         |   | 2         | Etat civil et fichier généalogique . . . . .                          | 167.000             |                      |  |
|       |         |   | 3         | Etablissements pénitentiaires . . . . .                               | 1.552.000           |                      |  |
|       |         |   | 4         | Musées, sites et monuments . . . . .                                  | 43.000              |                      |  |
|       |         |   | 5         | Bureau du courrier . . . . .  | 17.000              |                      |  |
|       |         |   | 6         | Service des affaires administratives territoriales . . . . .          | 58.000              | 1.854.000            |  |
| V     | V       | <b>Services financiers</b>                                    |           |   |                     |                      |  |
|       |         | 11  | Personnel |   |                     |                      |  |
|       |         |   | 1         | Service des finances et de la comptabilité . . . . .                  | 2.289.000           |                      |  |
|       |         |   | 2         | Service des contributions . . . . .                                   | 500.000             |                      |  |
|       |         |   | 3         | Service de l'enregistrement et du timbre . . . . .                    | 500.000             |                      |  |
|       |         |   | 4         | Service des domaines . . . . .  | 1.000.000           |                      |  |
|       |         |   | 5         | Service du cadastre . . . . .   | 1.400.000           |                      |  |
|       |         |   | 6         | Service des terres . . . . .  | 942.000             | 6.631.000            |  |
|       |         | 12  | Matériel  |   |                     |                      |  |
|       |         |   | 1         | Service des finances et de la comptabilité . . . . .                  | 3.830.000           |                      |  |
|       |         |   | 2         | Service des contributions . . . . .                                   | 192.000             |                      |  |
|       |         |   | 3         | Service de l'enregistrement et du timbre . . . . .                    | 57.000              |                      |  |
|       |         |   | 4         | Service des domaines . . . . .  | 117.000             |                      |  |
|       |         |   | 5         | Service du cadastre . . . . .   | 362.000             |                      |  |
|       |         |   | 6         | Service des terres . . . . .  | 120.000             | 4.678.000            |  |

| Titre | Section | Chap. | Art. | Désignation   | Montant par article | Montant par chapitre |
|-------|---------|-------|------|---|---------------------|----------------------|
|       | VI      |       |      | <b>Services économiques</b>   |                     |                      |
|       |         | 13    |      | <b>Personnel</b>  |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Service des affaires économiques . . . . .                                | 600.000             |                      |
|       |         |       | 2    | Service du plan . . . . .   | 175.000             |                      |
|       |         |       | 3    | Service des affaires maritimes . . . . .                                  | 860.000             |                      |
|       |         |       | 4    | Aviation civile . . . . .   | 700.000             | 2.335.000            |
|       |         | 14    |      | <b>Matériel</b>   |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Service des affaires économiques . . . . .                                | 8.260.000           |                      |
|       |         |       | 2    | Service du plan . . . . .   | 100.000             |                      |
|       |         |       | 3    | Service des affaires maritimes . . . . .                                  | 130.000             |                      |
|       |         |       | 4    | Aviation civile . . . . .   | 140.000             | 8.630.000            |
|       |         |       |      | <b>Service de l'économie rurale</b>                                       |                     |                      |
|       |         | 15    |      | <b>Personnel</b>  |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Direction . . . . .   | 2.520.000           |                      |
|       |         |       | 2    | Recherche agronomique, conditionnement et police phytosanitaire . . . . . | 1.048.000           |                      |
|       |         |       | 3    | Enseignement . . . . .  | 709.000             |                      |
|       |         |       | 4    | Développement de l'agriculture . . . . .                                  | 2.785.000           |                      |
|       |         |       | 5    | Développement de l'élevage . . . . .                                      | 1.352.000           |                      |
|       |         |       | 6    | Eaux et forêts . . . . .  | 340.000             |                      |
|       |         |       | 7    | Déplacements . . . . .  | 220.000             | 8.974.000            |
|       |         | 16    |      | <b>Matériel</b>   |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Direction . . . . .   | 650.000             |                      |
|       |         |       | 2    | Recherche agronomique, conditionnement et police phytosanitaire . . . . . | 240.000             |                      |
|       |         |       | 3    | Enseignement . . . . .  | 370.000             |                      |
|       |         |       | 4    | Développement de l'agriculture . . . . .                                  | 850.000             |                      |
|       |         |       | 5    | Développement de l'élevage . . . . .                                      | 650.000             |                      |
|       |         |       | 6    | Eaux et forêts . . . . .  | 110.000             | 2.870.000            |
|       |         |       |      | <b>Service de la pêche</b>  |                     |                      |
|       |         | 17    |      | <b>Personnel</b>  |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Service de la pêche . . . . .   | 2.656.000           |                      |
|       |         |       | 2    | Déplacements . . . . .  | 166.000             | 2.822.000            |
|       |         | 18    |      | <b>Matériel</b>   |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Service de la pêche . . . . .   | 737.000             | 737.000              |
|       | VII     |       |      | <b>Service des travaux publics et d'aménagement</b>                       |                     |                      |
|       |         | 19    |      | <b>Personnel</b>  |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Direction du service des travaux publics . . . . .                        | 1.000.000           |                      |
|       |         |       | 2    | Subdivision mines et transports . . . . .                                 | 1.000.000           |                      |
|       |         |       | 3    | Subdivision des phares et balises . . . . .                               | 1.700.000           |                      |
|       |         |       | 4    | Groupeement de comptabilité et d'approvisionnement . . . . .              | 3.300.000           |                      |
|       |         |       | 5    | Groupeement études et programmation . . . . .                             | 2.500.000           |                      |
|       |         |       | 6    | Arrondissement infrastructure . . . . .                                   | 4.000.000           |                      |
|       |         |       | 7    | Indemnités de licenciement . . . . .                                      | 100.000             |                      |
|       |         |       | 8    | Service de l'aménagement et de l'urbanisme . . . . .                      | 4.000.000           |                      |
|       |         |       | 9    | Déplacements . . . . .  | 800.000             | 18.400.000           |
|       |         | 20    |      | <b>Matériel</b>   |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Direction du service des travaux publics . . . . .                        | 200.000             |                      |
|       |         |       | 2    | Subdivision mines et transports . . . . .                                 | 25.000              |                      |
|       |         |       | 3    | Subdivision des phares et balises . . . . .                               | 220.000             |                      |
|       |         |       | 4    | Groupeement de comptabilité et d'approvisionnement . . . . .              | 1.880.000           |                      |
|       |         |       | 5    | Groupeement études et programmation . . . . .                             | 260.000             |                      |
|       |         |       | 6    | Arrondissement infrastructure . . . . .                                   | 1.424.000           |                      |
|       |         |       | 7    | Service de l'aménagement et de l'urbanisme . . . . .                      | 130.000             | 4.139.000            |
|       | VIII    |       |      | <b>Exploitations et établissements industriels</b>                        |                     |                      |
|       |         | 21    |      | <b>Personnel</b>  |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Imprimerie officielle . . . . .   | 1.000.000           |                      |
|       |         |       | 2    | Parc à matériel . . . . .   | 6.388.000           |                      |
|       |         |       | 3    | Déplacements parc à matériel . . . . .                                    | 160.000             | 7.548.000            |

| Titre | Section | Chap. | Art. | Désignation  | Montant par article | Montant par chapitre |
|-------|---------|-------|------|--|---------------------|----------------------|
|       |         | 22    |      | <b>Matériel</b>  |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Imprimerie officielle . . . . .                                    | 550.000             |                      |
|       |         |       | 2    | Parc à matériel . . . . .  | 2.370.000           | 2.920.000            |
|       | IX      |       |      | <b>Services sociaux</b>  |                     |                      |
|       |         |       |      | <b>Service Santé</b>   |                     |                      |
|       |         | 23    |      | <b>Personnel</b>   |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Services centraux . . . . .  | 2.500.000           |                      |
|       |         |       | 2    | Service de médecine préventive . . . . .                           | 8.600.000           |                      |
|       |         |       | 3    | Circonscription médicale Tahiti Nui . . . . .                      | 4.626.000           |                      |
|       |         |       | 4    | Circonscription médicale Tahiti Iti . . . . .                      | 3.250.000           |                      |
|       |         |       | 5    | Circonscription médicale Moorea . . . . .                          | 470.000             |                      |
|       |         |       | 6    | Circonscription médicale I.S.L.V. . . . .                          | 2.800.000           |                      |
|       |         |       | 7    | Circonscription médicale Marquises . . . . .                       | 1.800.000           |                      |
|       |         |       | 8    | Circonscription médicale Australes . . . . .                       | 830.000             |                      |
|       |         |       | 9    | Circonscription médicale Tuamotu Gambier . . . . .                 | 480.000             |                      |
|       |         |       | 10   | Travaux supplémentaires . . . . .                                  | 1.000.000           |                      |
|       |         |       | 11   | Déplacements intérieurs . . . . .                                  | 400.000             |                      |
|       |         |       | 15   | Hôpital Mamao . . . . .  | 19.300.000          | 46.056.000           |
|       |         | 24    |      | <b>Matériel</b>  |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Services centraux . . . . .  | 5.900.000           |                      |
|       |         |       | 2    | Service de médecine préventive . . . . .                           | 400.000             |                      |
|       |         |       | 3    | Circonscription médicale Tahiti Nui . . . . .                      | 1.750.000           |                      |
|       |         |       | 4    | Circonscription médicale Tahiti Iti . . . . .                      | 1.550.000           |                      |
|       |         |       | 5    | Circonscription médicale Moorea . . . . .                          | 200.000             |                      |
|       |         |       | 6    | Circonscription médicale I.S.L.V. . . . .                          | 600.000             |                      |
|       |         |       | 7    | Circonscription médicale Marquises . . . . .                       | 200.000             |                      |
|       |         |       | 8    | Circonscription médicale Australes . . . . .                       | 200.000             |                      |
|       |         |       | 9    | Circonscription médicale Tuamotu Gambier . . . . .                 | 200.000             |                      |
|       |         |       | 15   | Hôpital Mamao . . . . .  | 11.000.000          | 22.000.000           |
|       |         |       |      | <b>Service de l'enseignement</b>                                   |                     |                      |
|       |         | 25    |      | <b>Personnel</b>   |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Direction du service de l'enseignement primaire . . . . .          | 4.000.000           |                      |
|       |         |       | 2    | Enseignement du premier degré . . . . .                            | 43.300.000          |                      |
|       |         |       | 3    | Action périscolaire . . . . .                                      | 50.000              |                      |
|       |         |       | 4    | Formation permanente . . . . .                                     | 50.000              |                      |
|       |         |       | 5    | Heures supplémentaires . . . . .                                   | 300.000             |                      |
|       |         |       | 6    | Déplacements intérieurs . . . . .                                  | 200.000             | 47.900.000           |
|       |         | 26    |      | <b>Matériel</b>  |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Direction du service de l'enseignement primaire . . . . .          | 2.400.000           |                      |
|       |         |       | 2    | Enseignement du premier degré . . . . .                            | 2.000.000           | 4.400.000            |
|       |         | 27    |      | <b>Jeunesse, Travail et Aide sociale</b>                           |                     |                      |
|       |         |       |      | <b>Personnel</b>   |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Service de la jeunesse et des sports . . . . .                     | 2.027.000           |                      |
|       |         |       | 2    | Travail . . . . .  | 327.000             |                      |
|       |         |       | 3    | Service des affaires sociales . . . . .                            | 1.445.000           |                      |
|       |         |       | 4    | Service de l'aide sociale à l'enfance et à l'adolescence . . . . . | 237.000             | 4.036.000            |
|       |         | 28    |      | <b>Matériel</b>  |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Service de la jeunesse et des sports . . . . .                     | 457.000             |                      |
|       |         |       | 2    | Travail . . . . .  | 13.000              |                      |
|       |         |       | 3    | Service des affaires sociales . . . . .                            | 50.000              | 520.000              |
|       |         | 29    |      | <b>Personnel</b>   |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Frais de transport personnel et bagages . . . . .                  | 500.000             |                      |
|       |         |       | 2    | Frais de déplacement . . . . .                                     | 500.000             |                      |
|       |         |       | 3    | Frais de relève . . . . .  | 1.500.000           |                      |
|       |         |       | 4    | Congés de longue durée . . . . .                                   | 150.000             |                      |
|       |         |       | 5    | Application de l'article 74 de la loi de finances 1964 . . . . .   | 1.000.000           |                      |
|       |         |       | 6    | Cotisations caisse prévoyance sociale . . . . .                    | 10.000.000          |                      |

| Titre | Section | Chap.                                   | Art.  | Désignation   | Montant par article                        | Montant par chapitre |  |  |  |
|-------|---------|---|---|---|--|----------------------|--|--|--|
| III   | XI      | 30                                      | 8   | Traitements fonctionnaires corps de l'Etat . . . . .    | 107.391.000                                | 121.391.000          |  |  |  |
|       |         |   | 9   | Primes de rendement . . . . .                           | 300.000                                    |                      |  |  |  |
|       |         |   | 10  | Missions de l'extérieur . . . . .                       | 50.000                                     |                      |  |  |  |
|       |         |   | Service des affaires sociales — Matériel                                  |   |  |                      |  |  |  |
|       |         |   | 1   | Frais de transport de matériel. . . . .                 | 50.000                                     |                      |  |  |  |
|       |         |   | 2   | Frais de correspondance, télégramme, téléphone. . . . . | 1.000.000                                  |                      |  |  |  |
|       |         |   | 3   | Abonnements, documentation. . . . .                     | 50.000                                     |                      |  |  |  |
|       |         |   | 4   | Dépenses accidentelles et imprévues. . . . .            | 200.000                                    |                      |  |  |  |
|       |         |   | 5   | Entretien et fonctionnement véhicules. . . . .          | 250.000                                    |                      |  |  |  |
|       |         |   | 6   | Dépenses des missions de l'extérieur. . . . .           | 50.000                                     |                      |  |  |  |
|       |         |   | 7   | Gestion mécanographie. . . . .                          | 200.000                                    |                      |  |  |  |
|       |         | 8                                       | Fonctionnement des magasins administratifs. . . . .                       | 50.000  |  |                      |  |  |  |
|       |         | 10                                      | Electricité des bâtiments administratifs communs. . . . .                 | 300.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 11                                      | Entretien et fonctionnement des bâtiments administratifs communs. . . . . | 100.000   | 2.250.000                                  |                      |  |  |  |
|       |         | <b>DEPENSES DES TRAVAUX D'ENTRETIEN</b> |   |   |  |                      |  |  |  |
|       |         | <b>Dépenses des travaux d'entretien</b> |   |   |  |                      |  |  |  |
|       |         |   |   | 31  | Iles du Vent                               |                      |  |  |  |
|       |         |   |   |   | Bâtiments de services                      |                      |  |  |  |
|       |         |   |   | 1   | Administration générale. . . . .           | 180.000              |  |  |  |
|       |         |   |   | 2   | Services financiers. . . . .               | 150.000              |  |  |  |
|       |         |   |   | 3   | Services économiques . . . . .             | 30.000               |  |  |  |
|       |         |   |   | 4   | Service des travaux publics. . . . .       | 50.000               |  |  |  |
|       |         |   |   | 5   | Service de l'enseignement. . . . .         | 30.000               |  |  |  |
|       |         |   |   | 6   | Service de santé. . . . .                  | 580.000              |  |  |  |
|       |         |   |   | 7   | Bâtiments assemblée territoriale . . . . . | 100.000              |  |  |  |
|       |         |   |   |   | Bâtiments à usage d'habitation             |                      |  |  |  |
|       |         |   |   | 8   | Administration générale. . . . .           | 15.000               |  |  |  |
|       |         |   |   | 9   | Services financiers. . . . .               | 15.000               |  |  |  |
|       |         |   |   | 10  | Services économiques . . . . .             | 15.000               |  |  |  |
|       |         |   |   | 11  | Service des travaux publics. . . . .       | 15.000               |  |  |  |
|       |         |   |   | 13  | Service de santé. . . . .                  | 20.000               |  |  |  |
|       |         |   |   |   | Routes et ponts                            |                      |  |  |  |
|       |         | 14                                      | Eclairage des routes . . . . .  | 1.150.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 15                                      | Entretien courant. . . . .  | 5.600.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 16                                      | Grosses réparations. . . . .  | 500.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         |   | Ouvrages portuaires   |   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 17                                      | Ouvrages portuaires. . . . .  | 250.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 18                                      | Balisage à caractère général . . . . .                                    | 240.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         |   | Ouvrages aéroportuaires   |   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 19                                      | Ouvrages aéroportuaires . . . . .   | 60.000  | 9.000.000                                  |                      |  |  |  |
|       |         | 32                                      | Iles Sous-le-Vent   |   |  |                      |  |  |  |
|       |         |   | Bâtiments de services   |   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 1                                       | Administration générale. . . . .  | 5.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 3                                       | Services économiques . . . . .  | 20.000  |  |                      |  |  |  |
|       |         | 4                                       | Service des travaux publics. . . . .                                      | 50.000  |  |                      |  |  |  |
|       |         | 6                                       | Service de santé. . . . .   | 235.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         |   | Bâtiments à usage d'habitation  |   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 8                                       | Administration générale. . . . .  | 5.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 10                                      | Services économiques . . . . .  | 5.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 11                                      | Service des travaux publics. . . . .                                      | 5.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 13                                      | Service de santé. . . . .   | 15.000  |  |                      |  |  |  |
|       |         |   | Routes et ponts   |   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 15                                      | Entretien courant. . . . .  | 2.860.000   |  |                      |  |  |  |
|       |         | 16                                      | Grosses réparations. . . . .  | 400.000   |  |                      |  |  |  |

| Titre | Section | Chap. | Art. | Désignation                    | Montant par article | Montant par chapitre |
|-------|---------|-------|------|--------------------------------|---------------------|----------------------|
|       |         |       |      | Ouvrages portuaires            |                     |                      |
|       |         |       | 17   | Ouvrages portuaires.           | 150.000             |                      |
|       |         |       | 18   | Balisage à caractère général   | 50.000              |                      |
|       |         |       |      | Ouvrages aéroportuaires        |                     |                      |
|       |         |       | 19   | Ouvrages aéroportuaires        | 120.000             | 3.920.000            |
|       |         | 33    |      | Iles Marquises                 |                     |                      |
|       |         |       |      | Bâtiments de services          |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Administration générale.       | 15.000              |                      |
|       |         |       | 4    | Service des travaux publics.   | 15.000              |                      |
|       |         |       | 6    | Service de santé.              | 200.000             |                      |
|       |         |       |      | Bâtiments à usage d'habitation |                     |                      |
|       |         |       | 8    | Administration générale.       | 15.000              |                      |
|       |         |       | 12   | Service de l'enseignement.     | 15.000              |                      |
|       |         |       | 13   | Service de santé.              | 25.000              |                      |
|       |         |       |      | Routes et ponts                |                     |                      |
|       |         |       | 15   | Entretien courant.             | 425.000             |                      |
|       |         |       | 16   | Grosses réparations.           | 165.000             |                      |
|       |         |       |      | Ouvrages portuaires            |                     |                      |
|       |         |       | 17   | Ouvrages portuaires.           | 85.000              |                      |
|       |         |       |      | Ouvrages aéroportuaires        |                     |                      |
|       |         |       | 19   | Ouvrages aéroportuaires        | 100.000             | 1.060.000            |
|       |         | 34    |      | Tuamotu-Gambier                |                     |                      |
|       |         |       |      | Bâtiments de services          |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Administration générale.       | 15.000              |                      |
|       |         |       | 6    | Service de santé.              | 40.000              |                      |
|       |         |       |      | Bâtiments à usage d'habitation |                     |                      |
|       |         |       | 8    | Administration générale.       | 5.000               |                      |
|       |         |       | 12   | Service de santé.              | 15.000              |                      |
|       |         |       |      | Routes et ponts                |                     |                      |
|       |         |       | 15   | Entretien courant.             | 300.000             |                      |
|       |         |       | 16   | Grosses réparations.           | 100.000             |                      |
|       |         |       |      | Ouvrages portuaires            |                     |                      |
|       |         |       | 17   | Ouvrages portuaires.           | 190.000             |                      |
|       |         |       | 18   | Balisage à caractère général   | 15.000              |                      |
|       |         |       |      | Ouvrages aéroportuaires        |                     |                      |
|       |         |       | 19   | Ouvrages aéroportuaires        | 60.000              | 740.000              |
|       |         | 35    |      | Iles Australes                 |                     |                      |
|       |         |       |      | Bâtiments de services          |                     |                      |
|       |         |       | 1    | Administration générale.       | 10.000              |                      |
|       |         |       | 4    | Service des travaux publics.   | 15.000              |                      |
|       |         |       | 6    | Service de santé.              | 70.000              |                      |
|       |         |       |      | Bâtiments à usage d'habitation |                     |                      |
|       |         |       | 8    | Administration générale.       | 5.000               |                      |
|       |         |       | 10   | Services économiques           | 20.000              |                      |
|       |         |       | 11   | Service des travaux publics.   | 5.000               |                      |
|       |         |       | 13   | Service de santé.              | 15.000              |                      |
|       |         |       |      | Routes et ponts                |                     |                      |
|       |         |       | 14   | Entretien courant.             | 420.000             |                      |
|       |         |       | 15   | Grosses réparations.           | 75.000              |                      |
|       |         |       |      | Ouvrages portuaires            |                     |                      |
|       |         |       | 17   | Ouvrages portuaires.           | 45.000              |                      |
|       |         |       | 18   | Balisage à caractère général   | 10.000              |                      |

| Titre                   | Section   | Chap.      | Art.   | Désignation  | Montant par chapitre | Montant par article |  |  |
|-------------------------|---|------------|--|--|----------------------|---------------------|--|--|
| IV                      | XII   | 38         | 19   | Ouvrages aéroportuaires  | 80.000               | 770.000             |  |  |
|                         |   |            | <b>CONTRIBUTIONS, FONDS DE CONCOURS, SUBVENTIONS, PRETS ET ALLOCATIONS</b>     |  |                      |                     |  |  |
|                         |   |            | <b>Contributions aux dépenses d'organisme et de groupements internationaux</b> |  |                      |                     |  |  |
|                         |   |            | 2  | Organismes internationaux.   | 20.000               | 20.000              |  |  |
|                         |   |            | 39   | Reversements à des collectivités et établissements publics   |                      |                     |  |  |
|                         |   |            | 1  | Chambre de commerce et d'industrie.  | 125.000              |                     |  |  |
|                         |   |            | 2  | Caisse de prévoyance sociale.  | 140.000              | 265.000             |  |  |
|                         |   |            | <b>REVERSEMENTS ET RISTOURNES</b>  |  |                      |                     |  |  |
|                         |   |            | 40   | Versements à des comptes et fonds spéciaux   |                      |                     |  |  |
|                         |   |            | 1  | Fonds intercommunal de péréquation.  | 130.000.000          | 130.000.000         |  |  |
|                         |   |            | 41   | Ristournes à d'autres budgets  |                      |                     |  |  |
|                         |   |            | 1  | Part du produit de la taxe d'expertise de la vanille au profit de la chambre d'agriculture et d'élevage. | 10.000               |                     |  |  |
|                         |   |            | 2  | Office de développement du tourisme.   | 9.180.000            | 9.190.000           |  |  |
|                         |   |            | <b>Subventions, fonds de concours, bourses et allocations</b>                  |  |                      |                     |  |  |
|                         |   |            | 42   | Subvention de fonctionnement à des organismes et établissements publics                                  |                      |                     |  |  |
|                         |   |            | 1  | Institut de recherches médicales.  | 3.400.000            |                     |  |  |
|                         |   |            | 2  | Office des anciens combattants et pupilles de la nation  | 160.000              |                     |  |  |
|                         |   |            | 3  | Office de la main-d'œuvre.   | 440.000              |                     |  |  |
|                         |   |            | 6  | Caisse de soutien des prix du coprah   | 28.000.000           | 32.000.000          |  |  |
| 43                      | Subventions de fonctionnement à des organismes et œuvres privés   |            |  |  |                      |                     |  |  |
| 61                      | Oeuvres privées d'éducation et de formation                       | 2.600.000  | 2.800.000  |  |                      |                     |  |  |
| 44                      | Fonds de concours pour dépenses de fonctionnement                 |            |  |  |                      |                     |  |  |
| 2                       | Office municipal de gestion de la piscine.                        | 250.000    | 250.000  |  |                      |                     |  |  |
| 45                      | Bourses d'études et d'entretien.                                  |            |  |  |                      |                     |  |  |
| 1                       | Bourses, prêts d'honneur, aides dans la métropole.                | 3.700.000  |  |  |                      |                     |  |  |
| 2                       | Bourses locales à des élèves de l'enseignement privé.             | 2.200.000  |  |  |                      |                     |  |  |
| 3                       | Bourse de l'enseignement public.                                  | 7.000.000  |  |  |                      |                     |  |  |
| 4                       | Complément aux bourses d'élèves internes.                         | 3.400.000  |  |  |                      |                     |  |  |
| 6                       | Formation professionnelle enseignement privé                      | 200.000    |  |  |                      |                     |  |  |
| 7                       | Formation professionnelle des fonctionnaires.                     | 12.200.000 |  |  |                      |                     |  |  |
| 8                       | Stages sportifs et animateurs.                                    | 100.000    |  |  |                      |                     |  |  |
| 9                       | Apprentissage et formation professionnelle.                       | 1.100.000  | 29.900.000   |  |                      |                     |  |  |
| 46                      | Secours   |            |  |  |                      |                     |  |  |
| 1                       | Bureau d'assistance judiciaire et remboursement frais d'actes.    | 50.000     |  |  |                      |                     |  |  |
| 2                       | Evacuations sanitaires à l'extérieur, secours et frais d'hôpital. | 1.700.000  |  |  |                      |                     |  |  |
| 4                       | Secours exceptionnels.  | 100.000    |  |  |                      |                     |  |  |
| 6                       | Code du travail, indemnité article 48.                            | 50.000     |  |  |                      |                     |  |  |
| 7                       | Aides à l'habitat rural.  | 100.000    | 2.000.000  |  |                      |                     |  |  |
| <b>Prêts et avances</b> |   |            |  |  |                      |                     |  |  |
| XV                      | 47  | 1          | Avance à la section locale du FIDES.   | 10.000.000   | 10.000.000           |                     |  |  |

Art. 2.— Il sera fait face à cette ouverture de crédits provisoires par les voies et moyens ordinaires de l'exercice.

Art. 3.— A cet effet est autorisée, la perception, conformément aux règlements existants, de tous impôts, droits, taxes et revenus publics.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 février 1976.

Charles SCHMITT.

**ARRETE n° 1016 AC.DIR/INFRA du 26 février 1976 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique de la création d'un aéroport dans l'île de Napuka (archipel des Tuamotu).**

Le Gouverneur de la Polynésie française,  
Chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Médaille militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les Etablissements français de l'Océanie, et notamment son article 3 ;

Yu la délibération n° 75-175 du 16 octobre 1975 de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 5172 AA du 5 novembre 1975 rendant exécutoire la délibération n° 75-175 du 16 octobre 1975 ;

Sur la proposition du directeur du service de l'aviation civile ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 11 février 1976,

Arrête :

Article 1er.— Il sera procédé, conformément aux dispositions de l'article 3 du décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française, à une enquête administrative préalable à la création d'un aéroport dans l'île de Napuka (archipel des Tuamotu).

Art. 2.— M. Murat, assistant technique, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Art. 3.— L'enquête sera ouverte le 25 mars 1976 au bureau de la mairie de Napuka. Huit jours avant cette date, le présent arrêté sera publié à la diligence du chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier, par voie

d'affichage dans l'île de Napuka et dans les bureaux de la subdivision, et par avis inscrits dans les journaux locaux.

Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du chef de subdivision administrative. Ce certificat sera joint au dossier de l'enquête.

Art. 4.— Le dossier du projet sera déposé au bureau de la mairie pendant dix jours pleins et consécutifs, du 25 mars 1976 au 4 avril 1976 inclusivement.

Toute personne pourra en prendre connaissance sur place, chaque jour, dimanches et jours fériés exceptés, de 8 à 12 heures et de 14 à 16 heures.

Art. 5.— A l'expiration de ce délai de 10 jours, le commissaire-enquêteur recevra aux bureaux de la mairie de Napuka pendant deux jours pleins, les 6 avril 1976 et 7 avril 1976 inclusivement, les déclarations des habitants et des intéressés sur l'utilité publique des travaux projetés.

Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur un registre ad-hoc ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur qui les visera et les annexera audit registre.

Art. 6.— Lorsque les délais précités seront expirés, le commissaire-enquêteur procédera à la clôture du registre d'enquête sous sa signature et communiquera toutes les pièces au maire de la commune de Napuka avec son avis motivé.

Art. 7.— En cas de déclaration contraire à l'adoption du projet ou d'avis opposé de la part du commissaire-enquêteur, le conseil municipal de Napuka sera appelé à délibérer. Le procès-verbal de la délibération sera joint aux pièces de l'enquête.

Art. 8.— Toutes les pièces du dossier d'enquête seront finalement adressées par le commissaire-enquêteur au chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier qui les transmettra au chef du territoire.

Art. 9.— Le chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 février 1976.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

M. VALY.

**ARRETE n° 1017 AC.DIR/INFRA du 26 février 1976 ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à la construction de l'aéroport de Napuka (archipel des Tuamotu).**

Le Gouverneur de la Polynésie française,  
Chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Médaille militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu la délibération n° 75-175 du 16 octobre 1975 de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 5172 AA du 5 novembre 1975 rendant exécutoire la délibération n° 75-175 du 16 octobre 1975 ;

Sur la proposition du directeur du service de l'aviation civile ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 11 février 1976,

#### Arrête :

Article 1er.— Il sera procédé conformément aux dispositions du titre II du décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française, à une enquête parcellaire relative à la création d'un aérodrome dans l'île de Napuka (archipel des Tuamotu).

Art. 2.— Conformément à l'article 5 du décret du 5 novembre 1936 susvisé, les plans parcellaires ainsi que l'état indiquant les noms des propriétaires et les superficies nécessaires à l'exécution des travaux, resteront déposés dans les bureaux de la mairie de Napuka pendant 8 jours, du 25 mars 1976 au 2 avril 1976 inclusivement, où chacun pourra en prendre connaissance, dimanches et jours fériés exceptés, de 8 à 12 heures et de 14 à 16 heures, et produire s'il y a lieu ses observations.

Art. 3.— Préalablement et conformément à l'article 6 du décret susvisé, un avertissement annonçant ce dépôt sera affiché dans les bureaux de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier, de la mairie de Napuka et aux endroits les plus fréquentés de l'île.

Le présent arrêté, servant également d'avertissement sera inséré au *Journal officiel* du territoire.

Notification individuelle préalable du dépôt des plans sera également faite aux propriétaires intéressés, conformément à l'article 7 du décret susvisé à la diligence du chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier.

Art. 4.— Conformément à l'article 8 du décret susvisé, le chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier certifiera l'apposition des affiches et le dépôt des plans, consignera sur un registre qu'il ouvrira à cet effet les déclarations et réclamations qui lui auront été faites verbalement et que les parties qui comparaitront seront tenues de signer, y annexera celles qui lui seront transmises par écrit et y mentionnera les déclarations d'élection de domicile faites par les propriétaires intéressés.

Art. 5.— A l'expiration du délai de huitaine ci-dessus fixé, c'est-à-dire dès le 2 avril 1976, le registre sera clos et signé par le chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier qui le soumettra, accompagné d'un pro-

cess-verbal et de toutes les pièces de l'enquête, à la commission mentionnée à l'article suivant.

Art. 6.— Sont désignés pour faire partie de la commission prévue par l'article 9 du décret susvisé :

|                                   |           |
|-----------------------------------|-----------|
| MM. G. Murat, assistant technique | Président |
| Arai Maono, maire de Napuka       | Membre    |
| G. Sandou, agent contractuel      | »         |
| Peretia Bernard, propriétaire     | »         |
| Pea Henri, propriétaire           | »         |
| Tihiva Ate, propriétaire          | »         |

La commission se réunira aux bureaux de la mairie de Napuka. Le commissaire-enquêteur recevra à la mairie pendant 8 jours, du 5 avril 1976 au 13 avril 1976 inclusivement, dimanches et jours fériés exceptés, de 8 à 12 heures et de 14 à 16 heures, les observations des propriétaires.

Elle les appellera toutes les fois qu'elle jugera convenable.

Elle donnera son avis tant sur les observations et réclamations consignées au procès-verbal dressé par le chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier que sur celles qui lui seront adressées directement.

Ses opérations devront être terminées dans le délai de 10 jours à compter de sa première réunion, c'est-à-dire le 14 avril 1976 et procès-verbal en sera dressé.

Art. 7.— Si la commission propose quelques changements au projet, avis sera donné immédiatement aux propriétaires que ces changements pourraient intéresser, conformément aux articles 6, 7 et 11 du décret du 5 novembre 1936.

Pendant la huitaine à dater de cet avertissement, le procès-verbal et les pièces de l'enquête resteront déposés aux bureaux de la mairie de Napuka et les parties intéressées pourront en prendre communication et fournir leurs observations écrites.

Art. 8.— Dans les trois jours suivants, le président de la commission transmettra toutes les pièces de l'enquête au chef du territoire (Direction du service de l'aviation civile).

Art. 9.— Dans l'hypothèse où le territoire déciderait de poursuivre l'expropriation, les acquisitions immobilières devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de ce jour.

Art. 10.— Le directeur du service de l'aviation civile et l'administrateur, chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 26 février 1976.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

M. VALY.

ARRETE n° 1049 CD du 26 février 1976 accordant l'admission en non-valeurs des cotes irrécouvrables inscrites sur les rôles de l'exercice 1972, de la perception de Tahiti.

Le Gouverneur de la Polynésie française,  
Chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Médaille militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu ensemble les arrêtés des 27 novembre 1912 et 17 mai 1951 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes qui l'ont modifié ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 316 AA/FT du 9 février 1972 rendant partiellement exécutoire la délibération n° 71-217 du 29 décembre 1971 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française arrêtant le budget territorial de l'exercice 1972 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur général,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée l'admission en non-valeurs des cotes irrécouvrables détaillées sur l'état ci-annexé, de la perception de Tahiti, exercice 1972, à savoir :

|  | B. local  | C. Cce  | B. com.          |
|--|-----------|---------|------------------|
| Exercice 1972 - Perception de Tahiti Etat n° 1 : |           |         |                  |
| Ordonnance n° 1.                                 | 2.727.038 | 228.744 | —                |
| Ordonnance n° 1 bis (Papeete).                   | —         | —       | 845.645          |
| Ordonnance n° 1 ter (Faaa).                      | —         | —       | 88.548           |
| Ordonnance n° 1 quater (Pirae).                  | —         | —       | 50.347           |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                             |           |         | <b>3.940.322</b> |

Art. 2.— Le trésorier-payeur général, le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service des contributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 février 1976.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

M. VALY.

ARRETE n° 1051 IDV du 26 février 1976 ordonnant la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires aux travaux d'aménagement de la basse-vallée de la Punaruu dans la commune de Punaauia.

Le Gouverneur de la Polynésie française,  
Chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Médaille militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'acte n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relatif à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 6-74 du 14 décembre 1974 passée entre la commune de Punaauia et la société d'équipement de Tahiti et des îles, relative à l'établissement d'un projet sommaire pour l'étude et l'aménagement de la Punaruu ;

Vu la délibération municipale n° 42-74 du 14 décembre 1974, approuvée par l'autorité de tutelle le 14 janvier 1975, portant approbation de ladite convention ;

Vu la délibération municipale n° 43-74 du 14 décembre 1974, approuvée par l'autorité de tutelle le 2 janvier 1975, approuvant le projet d'aménagement de la basse-vallée de la Punaruu, établi par la SETIL et chargeant le maire de demander la mise en œuvre de la procédure d'acquisition des terrains compris dans le périmètre d'aménagement de cette zone par voie amiable ou par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la convention n° 4 en date du 1er décembre 1973 passée entre la commune de Punaauia et la SETIL pour la réalisation de réserves foncières, approuvée par l'autorité de tutelle le 17 décembre 1973 ;

Vu l'arrêté n° 2115 IDV du 7 mai 1975 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique concernant les travaux d'aménagement de la basse-vallée de la Punaruu dans la commune de Punaauia ;

Vu la délibération municipale n° 11-75 IDV du 21 juin 1975 ;

Vu le rapport du commissaire-enquêteur ;

Vu les pièces de l'enquête ;

Vu l'arrêté n° 3965 IDV du 27 août 1975 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement de la basse-vallée de la Punaruu ;

Vu le dossier constitué par les plans parcellaires et le répertoire des propriétés situées sur la commune de Punaauia dont la cession est nécessaire en totalité ou en partie pour exécuter cette opération, lequel dossier précise :

1°) la superficie des propriétés

2°) le nom des propriétaires tels qu'ils sont inscrits à la matrice des rôles.

## Arrête :

Article 1er.— Il sera procédé à l'enquête prescrite par le titre II du décret du 5 novembre 1936 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique au sujet des parcelles de terre nécessaires aux travaux d'aménagement de la basse-vallée de la Punaruu dans la commune de Punaauia.

En conséquence, le dossier ci-dessus visé restera déposé à la mairie de cette commune à partir du 17 mars 1976 jusqu'au 25 mars 1976 inclusivement où chacun pourra en prendre connaissance samedis, dimanches et jours fériés exceptés pendant les heures d'ouverture de la mairie et produire s'il y a lieu ses observations.

Art. 2.— Préalablement, un avertissement annonçant ce dépôt sera affiché à la principale porte de la mairie et aux endroits les plus fréquentés de la commune. Cet avertissement sera, en outre, inséré dans le journal officiel de la Polynésie française, dans trois quotidiens édités à Papeete et diffusé à la radio diffusion.

Notification individuelle préalable du dépôt sera également faite aux propriétaires intéressés, conformément à l'article 7 du décret du 5 novembre 1936.

Art. 3.— Le maire certifiera que ces publications et affiches ont eu lieu conformément à la loi. Il consignera sur un registre qu'il ouvrira à cet effet les déclarations et réclamations qui lui seront faites verbalement par les parties intéressées et les requerra de les signer ; il annexera à son procès-verbal celles qui lui seront adressées par écrit.

Sur le registre précité seront également reçues les déclarations et élections de domicile faites par les propriétaires des immeubles portés au plan et par les autres intéressés.

Art. 4.— A l'expiration du délai précédemment fixé, c'est-à-dire dès le 26 mars 1976, ce procès-verbal sera clos et signé par le maire.

Celui-ci le transmettra au conseil municipal avec le plan parcellaire et les autres pièces de l'enquête. Le conseil municipal donnera son avis qui sera joint au dossier de l'enquête. Le maire adressera le tout à M. le chef de subdivision des îles du Vent, qui le transmettra à M. le gouverneur, chef de territoire, avec ses observations.

Art. 5.— M. le chef de subdivision des îles du Vent, M. le maire de la commune de Punaauia, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 26 février 1976.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

M. VALY.

ARRETE n° 1082 AE du 27 février 1976 portant fixation du tarif des frais de manutention à Papeete pour compter du 1er mars 1976.

Le Gouverneur de la Polynésie française,  
Chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Médaille militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire dans les Etablissements français de l'Océanie, et notamment son article 237 ;

Vu le décret du 2 mai 1939 pris pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 ;

Vu l'arrêté n° 195 AE du 14 janvier 1975 précisant les conditions de fixation des tarifs de frais de manutention à Papeete ;

Vu la décision n° 25 AE du 29 janvier 1976 portant fixation du tarif des frais de manutention à Papeete pour compter du 1er février 1976 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 25 février 1976,

## Arrête :

Article 1er.— Le tarif des frais de manutention applicable à Papeete par les compagnies de navigation maritime est fixé comme suit :

| I — AU DEBARQUEMENT :                                 | Francs CFP  |               |
|---|---|---------------|
| Marchandises générales                                | 952 frs la T.M. ou le m <sup>3</sup>                  |               |
| Marchandises congelées ou réfrigérées                 | 1.392 frs   | —             |
| Sacherie  | 897 frs   | —             |
| Bols  | 897 frs   | —             |
| Explosifs   | 952 frs   | —             |
| Munitions   | 952 frs   | —             |
| Pneumatiques  | 952 frs   | —             |
| Ciment  | 897 frs   | la tonne      |
| Bagages de cale jusqu'à 1/2 mètre cube à l'unité      | 471 frs   | l'unité       |
| Bagages de cale au-dessus de 1/2 mètre cube à l'unité | 707 frs   | —             |
| Vedettes et embarcations jusqu'à 1 T 5                | 831 frs   | le mètre cube |
| Vedettes et embarcations de 1 T 5 à 5 tonnes          | 471 frs   | —             |
| Vedettes et embarcations de plus de 5 tonnes          | Prix à débattre entre l'acconier et le réceptionnaire |               |
| Cercueils   | 1.190 frs   | l'unité       |
| Chevaux et bovins                                     | 2.382 frs   | —             |
| Moutons et porcsins                                   | 978 frs   | —             |
| Petits animaux  | 393 frs   | —             |
| Véhicules de 500 kg à 1 tonne                         | 2.544 frs   | l'unité       |
| Véhicules de 1 T à 2 tonnes                           | 4.753 frs   | —             |
| Véhicules de 2 T à 5 tonnes                           | 9.508 frs   | —             |

## COLIS LOURDS AUTRES QUE CONTENEURS :

|                       |   |          |
|-----------------------|---|----------|
| de 1 T 500 à 2 tonnes | 5.156 frs   | le colis |
| de 2 T à 5 tonnes     | 9.364 frs   | —        |
| au-dessus de 5 tonnes | Prix à débattre entre l'acconier et le réceptionnaire |          |

**CONTENEURS :**

Conteneurs pleins 851 frs le mètre cube

**II — A L'EMBARQUEMENT**

|   |   |
|---|---|
| Marchandises générales                                | 1.031 frs la tonne ou le m <sup>3</sup>               |
| Marchandises congelées ou réfrigérées                 | 1.500 frs —   |
| Sacherie  | 961 frs —   |
| Bois  | 961 frs —   |
| Coprah en sac   | 593 frs —   |
| Tourteaux de coprah en sac                            | 593 frs —   |
| Vanille   | 1.302 frs —   |
| Nacre   | 1.031 frs la tonne                                    |
| Cercueils   | 1.190 frs l'unité                                     |
| Bagages de cale jusqu'à 1/2 mètre cube par unité      | 473 frs —   |
| Bagages de cale au-dessus de 1/2 mètre cube par unité | 707 frs —   |
| Vedettes et embarcations jusqu'à 1 T 5                | 831 frs le mètre cube                                 |
| Vedettes et embarcations de 1 T 5 à 5 tonnes          | 473 frs —   |
| Vedettes et embarcations de plus de 5 tonnes          | Prix à débattre entre l'acconier et le réceptionnaire |
| Véhicules de 500 kg à 1 tonne                         | 2.544 frs l'unité                                     |
| Véhicules de 1 T à 2 tonnes                           | 4.753 frs —   |
| Véhicules de 2 T à 5 tonnes                           | 9.508 frs —   |

**COLIS LOURDS AUTRES QUE CONTENEURS :**

|                       |   |
|-----------------------|---|
| de 1,500 T à 2 tonnes | 5.156 frs le colis                                    |
| de 2 T à 5 tonnes     | 9.364 frs —   |
| au-dessus de 5 tonnes | Prix à débattre entre l'acconier et le réceptionnaire |

**CONTENEURS :**

|                   |                       |
|-------------------|-----------------------|
| Conteneurs vides  | 707 frs le mètre cube |
| Conteneurs pleins | 851 frs —             |

**III — AU DEBARQUEMENT ET A L'EMBARQUEMENT**

|  |   |
|--|---|
| Primes de risques pour manutention des explosifs, munitions, méthanol, gazoline avion, potasse, gaz butane, produits corrosifs ou liquides dont la mention "corrosif et danger ou poison mortel" est portée sur les emballages | 2.041 frs la tonne métrique                           |
| Prime de froid pour manutention toutes denrées frigorifiques ou réfrigérées, à l'exclusion du poisson en vrac  | 220 frs la tonne métrique                             |
| Prime de salissure pour le ciment, tourteaux de coprah, le bitume et le fer à béton  | 80 frs —  |
| Ouverture et fermeture des panneaux  | Prix à débattre entre l'acconier et le réceptionnaire |
| Service des amarres à terre  | —   |
| Les prix de manutention du trafic postal sont débattus entre l'office des postes et l'entrepreneur de manutention.   |   |

Art. 2.— Les tarifs de manutention du coprah, du tourteau, de la nacre et du café sont fixés ainsi qu'il suit dans les limites de la ville de Papeete :

**COPRAH :****Déchargement des goélettes :**

|  |                        |
|--|------------------------|
| En vrac : Prise en cale, ensachage, couture, mise à quai | 805 frs la tonne brute |
| Pesage, transport, arrimage sous hangar ou entrepôt      | 753 frs —              |
| En sac : Prise en cale, mise à quai                      | 607 frs —              |
| Pesage, transport, arrimage sous hangar ou entrepôt      | 753 frs —              |

**En entrepôt :**

|  |                        |
|--|------------------------|
| En vrac : Prise en entrepôt, ensachage, couture    | 767 frs la tonne brute |
| Transport, Pesage, arrimage sous hangar            | 767 frs —              |
| En sac : Transport, pesage et arrimage sous hangar | 767 frs —              |

**En hangar :**

|   |                        |
|---|------------------------|
| En sac : Désarrimage, transport, repesage, mise à quai sous palan | 628 frs la tonne brute |
|---|------------------------|

**TOURTEAU :**

|   |                        |
|---|------------------------|
| En sac : Désarrimage, transport, repesage, mise à quai sous palan | 628 frs la tonne brute |
|---|------------------------|

**NACRE :****Déchargement des goélettes :**

|  |                        |
|--|------------------------|
| En vrac : Ensachage, couture, débarquement | 941 frs la tonne brute |
| Pesage, transport en entrepôt              | 822 frs —              |
| En sac : Prise en cale, mise à quai        | 628 frs —              |
| Transport en entrepôt, pesage              | 822 frs —              |

**CAFE :**

|                                     |                        |
|-------------------------------------|------------------------|
| En sac : Prise en cale, mise à quai | 669 frs la tonne brute |
| Transport, pesage, entrepôt         | 767 frs —              |

Art. 3.— Les nouveaux tarifs sont applicables pour compter du 1er mars 1976.

Art. 4.— Sont rapportées les dispositions de la décision susvisée n° 25 AE du 29 janvier 1976.

Art. 5.— Les entreprises d'acconage sont tenues de respecter les tarifs de frais de manutention fixés ci-dessus.

Art. 6.— Les infractions aux dispositions de la présente décision seront sanctionnées par les peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 et par l'article 10 du décret du 2 mai 1939 susvisé.

Art. 7.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 27 février 1976.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

M. VALY.

ARRETE n° 1100 AE du 1er mars 1976 portant réglementation des prix de la viande bovine locale à Tahiti et Moorea.

Le Gouverneur de la Polynésie française,  
Chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Médaille militaire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 2 mai 1939 pris pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 relative aux infractions à la réglementation économique en vigueur ;

Vu l'arrêté n° 1592 AE du 23 septembre 1959 portant réglementation de la viande et des animaux destinés à la consommation ;

Vu l'arrêté n° 2530 AE du 3 août 1966 portant réglementation de la vente des produits locaux à Tahiti ;

Vu l'avis exprimé par la commission consultative des prix ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 19 février 1976,

Arrête :

Article 1er.— Dans les îles de Tahiti et Moorea, les prix de vente au détail de la viande bovine locale sont provisoirement libérés.

Art. 2.— Dans ces mêmes îles, les prix d'achat à l'éleveur de la viande bovine locale sont fixés pour les différentes qualités, dans le tableau joint en annexe au présent arrêté.

Art. 3.— Toute infraction à l'article qui précède sera punie des peines prévues au décret du 2 mai 1939 susvisé.

Art. 4.— Sont abrogées les dispositions concernant la viande bovine locale dans l'arrêté n° 2530 AE du 3 août 1966 susvisé, ainsi que les dispositions concernant les prix de vente au détail dans l'arrêté n° 1592 AE du 23 septembre 1959 susvisé.

Art. 5.— Délégation est donnée aux chefs de subdivision pour fixer, par décision, dans leur subdivision administrative respective, les prix de vente au détail et les prix d'achat à l'éleveur de la viande bovine locale, dans les îles autres que Tahiti et Moorea.

Art. 6.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 1er mars 1976.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

M. VALY.

ANNEXE à l'arrêté n° 1100 AE du 1er mars 1976.

| Qualité               | Caractéristiques  | Prix maximal d'achat à l'éleveur (au kg de carcasse) |
|-----------------------|---|--|
| Veau de lait          | Age maximal : 3 mois<br>Poids carcasse maximal : 80 kg<br>Nourriture : lait exclusivement   | Prix librement débattu                               |
| Veau première qualité | Age : de 3 à 5 mois<br>Poids carcasse maximal : 120 kg<br>Nourriture : lait et herbe        | 300 Frs CFP  |
| Veau deuxième qualité | Age * de 6 mois à 1 an<br>Poids carcasse maximal : 150 kg<br>Nourriture : herbe et tourteau | 250 Frs CFP  |
| Bœuf première qualité | Age : de 1 an à 2 ans<br>Génisse - Castré - Taurillon                                       | 220 Frs CFP  |
| Bœuf deuxième qualité | Animal adulte, taureau ou vache ayant servi à la reproduction.                              | 160 Frs CFP  |

MODIFICATIF n° 1000 FT du 25 février 1976 à la décision n° 6125 FT du 26 décembre 1975 accordant une subvention au syndicat central de l'hydraulique.

Vu les statuts et le budget du syndicat central de l'hydraulique ;

Article 1er.— L'article 2 de la décision n° 6125 FT du 26 décembre 1975 est supprimé et remplacé par les dispositions ci-après :

" Art. 2.— Les versements seront effectués en 3 tranches d'égal montant

- la première après la signature de la présente décision
- la deuxième au 31 mai 1976
- la troisième au 31 décembre 1976 "

Art. 2.— L'article 3 est supprimé ; l'article 4 devient article 3.

Papeete, le 25 février 1976.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

M. VALY.

RECTIFICATIF n° 1001 TP du 25 février 1976 de l'arrêté n° 297 TP du 21 janvier 1976 réservant l'accès de la zone de travaux concernant la retenue hydro-électrique de Papenoo.

L'article 2 de l'arrêté n° 297 TP du 21 janvier 1976 réservant l'accès de la zone de travaux concernant la retenue hydro-électrique de Papenoo est rectifié comme suit :

Au lieu de :

" La zone d'accès réservé est limitée :

- au nord, par une droite perpendiculaire à l'axe de la vallée, au PK 40 de la route de pénétration, . . . . "

Lire :

" La zone d'accès réservé est limitée :

- au nord, par une droite perpendiculaire à l'axe de la vallée, au PK 4 de la route de pénétration. . . . "

Le reste sans changement.

Papeete, le 25 février 1976.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

M. VALY.

## ACTES MUNICIPAUX

### COMMUNE DE PAPEETE

**ARRETE MUNICIPAL n° 5-76 du 9 février 1976 réglant la circulation et le stationnement des véhicules de transport public en commun de personnes ("trucks", bus, mini-bus etc...) dans la commune de Papeete.**

Le maire de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu les articles 32 et 33 du décret du 8 mars 1879 organisant la commune de Nouméa et rendu applicable à la commune de Papeete par le premier décret du 20 mai 1890 ;

Vu l'arrêté du gouverneur n° 1400 AGF du 28 novembre 1947 autorisant les maires à réglementer la circulation dans leur commune ;

Vu la délibération n° 63-30 du 20 juin 1963 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française sur la réglementation générale sur la police de la circulation ;

Vu l'arrêté municipal n° 9 du 21 mai 1964 réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 58 BAC du 3 janvier 1974 réglant le fonctionnement de la police municipale et portant délégation de compétence aux maires des communes de la Polynésie française ;

Considérant que les arrêts désordonnés des véhicules de transport public en commun de personnes ("trucks", mini-bus etc...), sur les voies de la ville, constituent, non seulement, une entrave à la circulation mais, également, un danger pour les usagers ;

Vu l'avis favorable du chef du service de la sûreté générale,

Arrête :

Article 1er.— A l'intérieur de la commune de Papeete, les véhicules de transport public en commun de personnes ("trucks", bus, mini-bus etc...), outre les stationnements spécialement réservés à cet effet, devront embarquer ou débarquer leurs passagers aux seuls emplacements matérialisés sur la chaussée et désignés par un panneau "Arrêt Bus".

Art. 2.— En dehors de ces arrêts, il leur est formellement interdit de s'arrêter sur les voies publiques de la ville pour l'embarquement ou le débarquement de leurs passagers.

Art. 3.— Les contrevenants seront poursuivis conformément à la loi.

Art. 4.— Le chef du service de la sûreté générale veillera à l'application du présent arrêté qui sera rendu exécutoire, après approbation du chef du territoire, dès sa parution au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 9 février 1976.

Le maire,

G. PAMBRUN.

Le 19 février 1976.

Subdivision des îles du Vent,

Approuvé,

Le gouverneur,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

J.J. DELARCE.

### COMMUNE DE FAAA

**ARRETE MUNICIPAL n° 1-76 du 29 janvier 1976 interdisant la pratique du "roll-surf" (ou skate-board) dans les rues, places publiques et aires de stationnement dans la commune de Faaa.**

Le maire de la commune de Faaa,

Vu l'arrêté n° 173 AA du 30 janvier 1965 instituant deux communes ayant respectivement pour chef-lieu Pirae et Faaa et étendant à ces communes toutes les dispositions applicables à celles de Papeete et d'Uturoa conformément à l'article 58 du décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du gouverneur n° 1400 AGF du 28 novembre 1947 autorisant les maires à réglementer la circulation dans leur commune ;

Vu la délibération n° 63-50 du 20 juin 1963 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française sur la réglementation générale sur la police de la circulation, rendue exécutoire par l'arrêté n° 2173 AA du 4 septembre 1963 ;

Vu l'arrêté n° 58 BAC du 3 janvier 1974 réglant le fonctionnement de la police municipale et portant délégation de compétence aux maires des communes de la Polynésie française ;

Considérant que la pratique du "roll-surf" (skate-board) dans les rues de la commune de Faaa est un danger pour la circulation des véhicules et pour les pratiquants eux-mêmes,

Arrête :

Article 1er.— Est formellement interdite la pratique du "roll-surf" (ou skate-board) dans les rues, places publiques et aires de stationnement de la commune de Faaa.

Art. 2.— Des autorisations seront délivrées, par l'autorité municipale, pour la pratique de cette discipline sportive dans certaines zones réservées de la commune, aux seuls groupes ou associations légalement constitués.

Art. 3.— Les contrevenants seront poursuivis conformément à la loi.

Art. 4.— Le présent arrêté prendra effet, après approbation du chef du territoire, dès sa parution au *journal officiel* de la Polynésie française.

Faaa, le 29 janvier 1976.

Le maire,

F. A. SANFORD.

Le 12 février 1976.

Subdivision des îles du Vent,

Approuvé :

Le gouverneur,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

J.J. DELARCE.

## AVIS OFFICIELS

### SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

#### INDICE DU COUT DE LA VIE au 1<sup>er</sup> Mars 1976.

Application de l'arrêté n° 4177 du 29 décembre 1972.

Base 100 au 1<sup>er</sup> novembre 1972.

|  |        |
|--|--------|
| Indice général .....                   | 151,50 |
| Alimentation et boissons .....         | 149,25 |
| Habillement .....                      | 138,58 |
| Habitation .....                       | 166,84 |
| Hygiène et soins .....                 | 124,85 |
| Transports et communications .....     | 157,53 |
| Culture - Loisirs - Distractions ..... | 133,02 |

Prix des matériaux de construction constatés par la commission d'officialisation des prix industriels du 4<sup>e</sup> trimestre 1975.

Les prix moyens de vente au détail suivants ont été constatés :

| Matériaux                      | Unité | Prix moyens    |
|--------------------------------|-------|----------------|
| Ciment .....                   | T     | 9.340 Frs C.P. |
| Fer à béton rond de 8 mm ..... | Kg    | 51,30 *        |
| Fer I.P.N. de 80 .....         | Kg    | 50,71 *        |
| Bois sapin du Canada .....     | M3    | 14.858 *       |
| Tôles ondulées 63/100 .....    | Kg    | 58,48 *        |
| Bitume naturel .....           | T     | 28.250 *       |
| Agrégats .....                 | M3    | 982 *          |
| Gas-oil .....                  | L     | 11,60 *        |
| SMIG .....                     | heure | 85,50 *        |

#### ENQUETE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte pendant 30 jours à compter du 15 mars 1976, sur une demande formulée par Mme Noma Wong, demeurant à Avera (Raiatea), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une porcherie pour l'élevage d'une centaine de porcs sur la terre Faaharato 2 sise à Avera (Raiatea).

L'enquête se classe en 1<sup>re</sup> catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 13 avril 1976 à 17 heures.

M. Claude Delaite, chef de la subdivision des travaux publics et des mines des îles Sous-le-Vent, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Uturoa, le 23 février 1976.

Pour le gouverneur, chef du territoire  
de la Polynésie française, p.o. :

Le chef de la subdivision administrative  
des îles Sous-le-Vent,

J. ZEBROWSKI.

#### ENQUETE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte pendant 15 jours à compter du 15 mars 1976, sur une demande formulée par Mlle Juanita Amaru, institutrice à Faaaha (Tahaa), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène diesel de 3,5 KVA sur la propriété qu'elle habite à Faaaha (Tahaa).

L'enquête se classe en 3<sup>e</sup> catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 29 mars 1976 à 17 heures.

M. Claude Delaite, chef de la subdivision des travaux publics et des mines des îles Sous-le-Vent, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Uturoa, le 23 février 1976.

Pour le gouverneur, chef du territoire  
de la Polynésie française, p.o. :

Le chef de la subdivision administrative  
des îles Sous-le-Vent,

J. ZEBROWSKI.

## ENQUETE

" de commodo et incommodo "

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961, une enquête " de commodo et incommodo " est ouverte à compter du 15 mars 1976 sur une demande formulée par M. Mauati Moeava, propriétaire de la terre " Ohava " (Ouest) lot n° 190 (île de Hao), en vue d'obtenir l'autorisation d'y installer une station de distribution d'hydrocarbures comprenant deux pompes (essence et gas-oil), une pompe à main pour la distribution de mélange, une distribution de pétrole lampant sur fût avec robinet, un présentoir pour huiles, un local bureau-sanitaire.

L'installation relevant de la 1re catégorie de la nomenclature des établissements classés, l'enquête sera close le 30 mars 1976.

M. Pompadère Marcel, subdivisionnaire des travaux publics des Tuamotu-Gambier, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 25 février 1976.

Le gouverneur et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative  
des Tuamotu-Gambier,  
A. RAMADIER.*

## ENQUETE

" de commodo et incommodo "

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961, une enquête " de commodo et incommodo " est ouverte à compter du 25 mars 1976 sur une demande formulée par M. Siu Georges mandataire du service Mobil S.A. domicilié à Punaauia PK 9 (résidence Taina) en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un poste de vente de gaz butane dans un local à aménager dans la station distributrice de carburant dite "Les Tropiques", dans la commune de Faaa PK 2,750 côté mer. Le dépôt abritera au maximum 60 bouteilles de 13 Kg et 10 bouteilles de 50 Kg.

L'installation relevant de la 2e catégorie de la nomenclature des établissements classés, l'enquête sera close le 25 avril 1976.

M. Mokoi Kaimuko contrôleur d'urbanisme, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 4 mars 1976.

Le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement  
et de l'urbanisme,  
F. DUPUY.*

## ENQUETE

" de commodo et incommodo "

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961, une enquête " de commodo et incommodo " est ouverte à compter du 25 mars 1976 sur une demande formulée par M. Stiehr Michel domicilié à Maharepa-Moorea en vue d'obtenir l'autorisation d'installer deux groupes électrogènes Lister un (de 62,5 KVA refroidissement à air 1800 tr/mn) et (un de 40 KVA refroidissement à eau 1800 tr/mn) sur la terre " Tiahura ", sise à Haapiti, à droite du bâtiment réception de l'ancien Hôtel " Moana ", côté mer, dans la commune de Moorea-Maiao.

L'installation relevant de la 2e catégorie de la nomenclature des établissements classés, l'enquête sera close le 24 avril 1976.

M. Cadousteau Marcel contrôleur d'urbanisme, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 5 mars 1976.

Le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement  
et de l'urbanisme,  
F. DUPUY.*

## ENQUETE

" de commodo et incommodo "

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961, une enquête " de commodo et incommodo " est ouverte à compter du 25 mars 1976 sur une demande formulée par M. Bodo Ange domicilié à Arue P.K. 4,500 lot n° 2a et 3a du lotissement Raianaunau en vue d'obtenir l'autorisation d'installer :

1°) un fumeur pour charcuterie, composé d'un brûleur automatique électrique et à gaz produisant la fumée à partir de la sciure utilisée comme combustible, et d'un appareil à fumer,

2°) un brûle-ordures qui servira à chauffer de l'eau pour le nettoyage du laboratoire, dans un bâtiment sis à Arue P.K. 4,500 côté montagne sur les lots n° 2a et 3a du lotissement Raianaunau.

L'installation relevant de la 2e catégorie de la nomenclature des établissements classés, l'enquête sera close le 25 avril 1976.

M. William Ellacott contrôleur d'urbanisme, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 5 mars 1976.

Le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement  
et de l'urbanisme,  
F. DUPUY.*

## ENQUETE

" de commodo et incommodo "

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961, une enquête " de commodo et incommodo " est ouverte à compter du 25 mars 1976 sur une demande formulée par M. André Marie Apuarii domicilié à Papara P.K. 36,500 tel. 7.41.61 en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une porcherie de 2 verrats et 24 truies sur la terre Temarua-Est sise à Papara P.K. 36,500 à 1,500 km environ de la route de ceinture et dans la vallée Temarua.

L'installation relevant de la 1re catégorie de la nomenclature des établissements classés, l'enquête sera close le 25 avril 1976.

M. Esquevin Dr vétérinaire du service de l'économie rurale est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 12 mars 1976.

Le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement  
et de l'urbanisme,*  
F. DUPUY.

## ENQUETE

" de commodo et incommodo "

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961, une enquête " de commodo et incommodo " est ouverte à compter du 25 mars 1976 sur une demande formulée par M. Brotherson Richard domicilié à Punaauia P.K. 15,200 en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une fosse de vidange à ciel ouvert de 300 m3 pour dépôt de matières fécales, sur la terre " Vaipahi " appartenant aux conjoints Amaru, et sise à Moorea-Papetoai, à 280 mètres environ de la route de ceinture côté montagne et près du dépotoir du club méditerranée.

L'installation relevant de la 1re catégorie de la nomenclature des établissements classés, l'enquête sera close le 25 avril 1976.

M. Snow Michel, contrôleur d'urbanisme, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 12 mars 1976.

Le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement  
et de l'urbanisme,*  
F. DUPUY.

## ENQUETE

" de commodo et incommodo "

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961, une enquête " de commodo et incommodo " est ouverte à compter du 25 mars 1976 sur une demande formulée par M. Estall Jean-Claude comme gérant de la S.C.A. " Et AGRI 2000 " domicilié à Faa-a-Pamatai, lotissement SOCREDO n° 83 V en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une porcherie industrielle de 6 verrats et 40 truies, sur la terre " Vaitunamea " sise à Mataiea P.K. 44, face à l'îlot Roti, et à 200 mètres environ de la route de ceinture, côté montagne.

L'installation relevant de la 1re catégorie de la nomenclature des établissements classés, l'enquête sera close le 25 avril 1976.

M. Esquevin Dr vétérinaire du service de l'économie rurale est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 12 mars 1976.

Le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement  
et de l'urbanisme,*  
F. DUPUY.

## PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de Me Jean SOLARI, Notaire à Papeete (Ile Tahiti)

Société " SABLAGE, METALLISATION, PEINTURE  
DU PACIFIQUE (S.M.P.P.) "

Société à responsabilité limitée

Au capital de 1.000.000 de frs CFP

Siège social : Papeete, Vallée de Tipaerui

Registre du Commerce : PAPEETE 315 B

Avis de constitution paru dans la " DEPECHE DE  
TAHITI " feuille du 24 octobre 1972.

Il résulte d'un acte reçu par Me Jean SOLARI, notaire à Papeete, le 8 mars 1976, que Mme Germaine Marie Louise SAUVEZ, gérante de société, veuve de M. Roger CHANDIOUX, demeurant à Punaauia P.K. 17,100, a donné sa démission de ses fonctions de co-gérante à compter du 8 mars 1976.

En conséquence, M. Pierre SAUVEZ reste seul gérant de ladite société.

Pour insertion :

Jean SOLARI, notaire.

## Etude de Me R. COCHIN, Avocat

*Assistance Judiciaire*

(Décision du 10 février 1975)

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 10 octobre 1975, enregistré et signifié,

Entre : Mme Titikouana Marie-Joseph AH SCHA, demeurant à Arue, nantie de l'Assistance Judiciaire par décision en date du 10 février 1975 et ayant domicile élu en l'Etude de Me R. COCHIN, avocat,

Et : M. Tekohutohotika Joseph Teininotouha TEIKIMOETOUA, demeurant à Faaa, PK 4,800, côté mer,

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux TEIKIMOETOUA-AH SCHA aux torts réciproques.

Pour extrait :  
R. COCHIN.

## Etude de Me R. COCHIN, Avocat

*Assistance Judiciaire*

(Décision du 9 juin 1975)

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 17 octobre 1975, enregistré et signifié,

Entre : M. Daniela TAUREI, chauffeur au C.E.A. demeurant à Mahina, PK 10, Vallée de la TUAURU, nanti de l'Assistance Judiciaire par décision en date du 9 juin 1975 et ayant domicile élu en l'Etude de Me R. COCHIN, avocat,

Et : Mme Florida Rahera VINCENT, cuisinière à l'Hôtel TAHARAA, demeurant à Faaa, PK 4,950,

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux TAUREI-VINCENT aux torts exclusifs de la femme.

Pour extrait :  
R. COCHIN.

## Etude de Me EPPE — Avocat

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le trois octobre mil neuf cent soixante quinze ;

ENTRE : Monsieur Karl, Ludwig, Hans MEYER, demeurant à RAIATEA, TEPUA, ayant domicile élu en l'Etude de Me EPPE,

ET : Madame Mireille HART, demeurant à RAIATEA, TEPUA, comparante en personne,

Il appert que le divorce entre les époux MEYER-HART, a été prononcé aux torts exclusifs de la femme.

Pour extrait :  
Pour Me EPPE,  
R. DAUPHIN.

## Etude de Me Claude GIRARD, Avocat-Défenseur

D'une requête datée du 19 février 1976, il appert que M. Philippe Henri LEPROUX, docteur en médecine, et son épouse Danielle Aimée née BOBIN, docteur en médecine demeurant ensemble à Punaauia (Tahiti), ont sollicité du Tribunal Civil de première instance de Papeete l'homologation du régime de séparation de biens qu'ils sont convenus d'adopter selon acte reçu par Me Yves REDON, notaire par intérim à Papeete (Tahiti), suppléant Me LEJEU-NE, notaire titulaire en congé, le 9 janvier 1976.

Pour extrait :  
Claude GIRARD.

Etude de Me M. LIU-BOULOC Avocat  
PAPEETE

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal civil de Papeete, le 20 juin 1975 enregistré et signifié,

ENTRE : M. CABRERA Jean ayant élu domicile en l'Etude de M. LIU-BOULOC ;

ET : Mme DELQUE Elisabeth, demeurant actuellement chez TAATAARII à MAHINA, lotissement de la C.P.S. maison n° B 12, pour laquelle domicile est élu à PAPEETE en l'étude de Me COPPENRATH ;

Il appert que le divorce d'entre les époux CABRERA et DELQUE a été prononcé aux torts exclusifs de la femme.

Pour extrait :  
M. LIU-BOULOC.

Etude de Me Marguerite LIU-BOULOC — AVOCAT  
PAPEETE

D'un jugement contradictoirement rendu par le tribunal civil de Papeete, le 12 septembre 1975 enregistré et signifié,

ENTRE : Mme Laurette MARAMA ayant élu domicile en l'Etude de M. LIU-BOULOC ;

ET M. René REVENEAU, marin, quartier-maître, chef sur le PROTET SP. 91 478 ;

Il appert que le divorce d'entre les époux Laurette MARAMA et René REVENEAU a été prononcé aux torts exclusifs du mari.

Pour extrait :  
M. LIU-BOULOC.

Etude de Me M. LIU-BOULOC Avocat  
PAPEETE

Par requête en date du 23 février 1976, il appert que M. Guy André GENTES, entrepreneur, et son épouse Mme. Andrée Marie-Thérèse BOITELLE, sans profession, demeurant ensemble à MAHINA, Pointe Vénus, ont sollicité du Tribunal de Première Instance de Papeete l'homologation du régime de séparation de biens qu'ils ont convenu d'adopter suivant acte reçu par Me SOLARI, notaire à

Papeete, le 29 janvier 1976, enregistré à Papeete le 30 janvier 1976, folio 21, Bord. 566/3, aux lieu et place du régime de communauté de biens qui était le leur.

Pour extrait :  
M. LIU-BOULOC.

## ANNONCES DIVERSES

### LES AMIS DE TAHITI

La composition du bureau de l'association de bienfaisance, élu pour trois ans lors de son assemblée générale du 27 février 1976.

Président : CHAVEZ Lewis Joël  
1er Vice-président : WOHLER Robert  
2e Vice-Président : HERAULT Francis  
Secrétaire : TUIRA Pierrette  
Trésorière : DEXTER Lovina épouse CHAVEZ  
Membres : CHUNG François, VILLIERME Guy, TUHEIAVA Denise, TUIRA Gaston

Délégué des Friends of Tahiti - Te Mau Hoa No Tahiti :  
CHAVEZ Louis Robert.

### UNION POLYNESIENNE DE L'HOTELLERIE (UPHO)

Lors de l'Assemblée Générale du 22 janvier 1976, les Membres de l'UNION POLYNESIENNE DE L'HOTELLERIE (UPHO) ont procédé au renouvellement de leur Bureau.

Ont été élus :

Président d'Honneur : M. Germain LEVY  
Président : M. Lérie REY  
Premier Vice-Président : M. Chris GORRING  
Deuxième Vice-Président : Mme Bobby WINKEL-STROETTER  
Secrétaire : M. Henri JABENEAU  
Secrétaire Adjoint : M. Jean LISSANT  
Trésorier : M. William WONG FAT  
Trésorier Adjoint : M. Albert MOUX

### ASSOCIATION FAMILIALE CATHOLIQUE

#### COMITE DIRECTEUR :

Président : Olivier ANIHIA  
Vice-Président : Hilaire GIRE  
Secrétaire : Emmanuel PORLIER  
Secrétaire-Adjoint : Wilfred LUCAS  
Trésorier : Léon GIAU  
Trésorière-Adjointe : Mme Faustine TOKORAGI.

### RESULTAT DU TIRAGE DE LA TOMBOLA DU COMITE REGIONAL DE BOXE

|         |           |    |         |
|---------|-----------|----|---------|
| 1er lot | 3.000.000 | N° | 81.665  |
| 2e lot  | 1.000.000 | N° | 93.290  |
| 3e lot  | 200.000   | N° | 40.824  |
| 4e lot  | 100.000   | N° | 76.517  |
| 5e lot  | 60.000    | N° | 5.196   |
| 6e lot  | 40.000    | N° | 103.648 |
| 7e lot  | 20.000    | N° | 72.378  |
| 8e lot  | 10.000    | N° | 4.890   |
| 9e lot  | 10.000    | N° | 58.639  |
| 10e lot | 10.000    | N° | 84.369  |

Résultat du tirage de la tombola des travailleurs organisée par la Fédération des Syndicats de Polynésie française effectué le 25 octobre 1975 au Marché de Papeete à 18 H.

|         |    |        |           |
|---------|----|--------|-----------|
| 1er lot | N° | 50.898 | 1.000.000 |
| 2e lot  | N° | 49.501 | 200.000   |
| 3e lot  | N° | 42.206 | 100.000   |
| 4e lot  | N° | 48.279 | 50.000    |
| 5e lot  | N° | 39.059 | 25.000    |
| 6e lot  | N° | 39.825 | 25.000    |
| 7e lot  | N° | 59.447 | 25.000    |
| 8e lot  | N° | 17.710 | 25.000    |
| 9e lot  | N° | 51.740 | 10.000    |
| 10e lot | N° | 47.277 | 10.000    |
| 11e lot | N° | 40.970 | 10.000    |
| 12e lot | N° | 55.719 | 10.000    |
| 13e lot | N° | 16.870 | 10.000    |

### EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

#### Tables

chronologique, analytique et alphabétique 1969

Prix : 25 francs.

#### Statistiques douanères

Année 1974 — Prix : 600 francs.

#### Code des impôts directs et taxes assimilées

(Edition mise à jour au 1<sup>er</sup> janvier 1973)

Prix : 1000 francs.

#### Affiche

relative à la Loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons.

Prix 40 francs.